



**PRÉFET  
DE LA MANCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Normandie**

Unité départementale de la Manche  
477 Boulevard de la Dollée  
BP 70271  
50001 Saint-lô

Saint-lô, le 11/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **FERME EOLIENNE DE MEAUTIS AUVERS**

9 rue du temple  
68300 ST LOUIS LA CHAUSSEE

Références : 2024-254  
Code AIOT : 0005306840

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2024 dans l'établissement FERME EOLIENNE DE MEAUTIS AUVERS implanté La Pasture 50500 Méautis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection inopinée a été réalisée à la suite d'un signalement de la direction générale de l'Aviation Civile, pour défaut de signalisation lumineuse.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FERME EOLIENNE DE MEAUTIS AUVERS
- La Pasture 50500 Méautis
- Code AIOT : 0005306840
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La ferme éolienne de Méautis-Auvers est composée de 4 aérogénérateurs de 2MW chacun.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Balisage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Demande d'action corrective	1 mois
2	Balisage	Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article 3.2 Annexe II	Demande d'action corrective	1 mois
3	Incident	Code de l'environnement du 10/04/2024, article R.512-69	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des actions correctives sur la signalisation lumineuse des 4 éoliennes doivent être rapidement engagées. A défaut, des sanctions administratives seront proposées au préfet de la Manche.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Balisage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat de fonctionnement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.
<b>Constats :</b>  L'arrêté ministériel du 23 avril 2018 relatif à la signalisation des obstacles aériens, pris en application des codes susvisés, impose que toutes les éoliennes sommitales des parcs éoliens soient signalées, de jour comme de nuit, par des feux à éclats.  Le parc de Méautis-Auvers est constitué de 4 éoliennes alignées est-ouest, dont celle la plus à l'est, numérotée E1, est à considérer comme sommitale.  Or, le feu de cet aérogénérateur E1 ne fonctionne pas de jour.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant WPO est donc invité à remédier à cette situation, sous 1 mois. L'exploitant WPO informera l'inspection de la date à laquelle le défaut aura été rectifié. A défaut, les sanctions administratives prévues par l'article 171-8 du code de l'environnement seront engagées.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

#### N° 2 : Balisage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article 3.2 Annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Synchronisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les feux à éclats de même fréquence implantés sur toutes les éoliennes sont synchronisés.
<b>Constats :</b>  Lors du contrôle, l'inspection a constaté que : - de nuit, les feux des 4 éoliennes ne clignotaient pas de façon synchronisée ; - de jour, seuls les feux des éoliennes E2 et E3 clignotaient en phase, pas celui de l'éolienne E4 (le feu de l'éolienne E1 étant éteint).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant WPO est donc enjoint de remédier à cette situation, sous 1 mois. L'exploitant WPO informera l'inspection de la date à laquelle le défaut aura été rectifié. A défaut, les sanctions administratives prévues par l'article 171-8 du code de l'environnement seront engagées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

#### N° 3 : Incident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/04/2024, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déclaration
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme
<b>Constats :</b>

Les défauts de balisage lumineux du parc éolien de Méautis Auvers ont été portés à la connaissance de l'inspection par la direction générale de l'aviation civile (DGAC) au début du mois d'avril 2024. La DGAC indique que ces défauts de signalisation ont débuté en juin 2023.

Le parc éolien est donc signalé partiellement depuis 9 mois.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant WPO est donc invité à présenter à l'inspection, sous 1 mois, le rapport d'incident réglementaire. A défaut, les sanctions administratives prévues par l'article 171-8 du code de l'environnement seront engagées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1mois